

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DMV France SAS

ROUTE DE SEMUR

BP 10

21500 Montbard

Références : 2025-524

Code AIOT : 0005401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement DMV France SAS implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMV France SAS
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société DMV FRANCE exploite, sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable, sur un site créé en 1895. Elle emploie environ 300 personnes sur le site. L'installation jouxte l'établissement Framatome.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique dans son étude de dangers en vigueur qu'un seul dépotage d'acide nitrique est réalisé par an. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué une fréquence plus élevée, sans pouvoir la citer précisément. L'exploitant vérifiera ces fréquences de dépotage et analysera les impacts d'une modification éventuelle de la probabilité de survenue d'un événement redouté lié au dépotage d'acide nitrique.

Au cours de l'exercice, le dépotage d'un camion d'acide nitrique a été simulé. L'opérateur a indiqué être équipé d'équipements de protection individuelle comme en situation réelle, à savoir : un tenue en coton anti-acide, chaussures de sécurité et gants. L'exploitant s'assurera que les EPI mis à disposition de l'opérateur correspondent aux EPI qu'il a définis dans sa procédure interne de dépotage et sont appropriés eu égard aux risques de l'acide nitrique. Par ailleurs, plus tard au cours de l'exercice (quand le déversement de l'acide nitrique a été simulé), l'opérateur s'est équipé d'une combinaison intégrale anti-acide et d'un masque à cartouche filtrante. L'opérateur a dû retirer ses lunettes de vue car leur port a semblé incompatible avec le port du masque à cartouche. L'exploitant s'assurera que les EPI peuvent être portés en toute circonstance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Disponibilité du plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
2	Formation du personnel au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Contenu du POI - Fiches réflexe par scénario d'accident majeur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI qu'il met à jour périodiquement. Les différents exemplaires papier disponibles au sein de l'établissement ne sont pas tous à la dernière version en vigueur. Les acteurs ne sont pas informés/formés du contenu des mises à jour.

Des fiches réflexes pertinentes eu égard aux scénarios d'accidents retenus dans la dernière étude de dangers sont absentes du POI. Certaines informations sont erronées (ex. numéros d'appel de la DREAL). Le POI mérite également d'être revu en ce qui concerne les rôles et responsabilités des différents acteurs du POI.

Au cours de l'exercice, l'exploitant a globalement mis en œuvre les actions adaptées prévues dans le POI et a assuré les communications internes et externes prévues. Les acteurs ont agi de manière organisée et avec sang-froid.

Néanmoins, les acteurs ne se sont pas toujours référés au POI, le POI n'a pas été formellement déclenché et le PC exploitant a été activé tardivement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disponibilité du plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité du plan d'opération interne
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant <u>dans un document maintenu à jour</u> et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne. L'exploitant confirme que la dernière version en vigueur date de juillet 2024 et la précédente version datait de 2021. NON-CONFORMITÉ : Les versions papier du POI ne sont pas toutes mises à jour : hormis au poste de garde qui dispose du POI à la version de juillet 2024, la version papier des POI disponibles aux autres postes est celle de 2021 (version précédente à la version en vigueur)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remplacer à tous les emplacements de l'établissement où le POI est disponible les versions obsolètes du POI par un exemplaire à la version en vigueur. L'exploitant doit mettre par ailleurs en place un système robuste permettant de garantir que seule la version en vigueur du POI est disponible et diffusée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Formation du personnel au POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel au POI
Prescription contrôlée : [...]Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]
Constats : NON-CONFORMITÉ : L'exploitant indique que la personne en charge de la mise à disposition en version papier du POI remplace les parties du POI faisant l'objet de modifications sans informer ni former, le cas échéant, les acteurs concernés des changements
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'assurer l'information, voire la formation, des acteurs du POI sur les modifications apportées à chaque nouvelle version du POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contenu du POI - Fiches réflexe par scénario d'accident majeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]
Constats :

Dans son POI, l'exploitant associe aux scénarios d'accident des fiches comprenant le scénario, l'identification des zones à risques, les actions réflexe.

Pour le phénomène dangereux ERC-TOX-7, le POI version 5 (juillet 2024) renvoie en chapitre 4, à la fiche 4.10.

NON-CONFORMITÉ :

Cette fiche n'est pas présente dans le POI. Il en est de même pour les fiches 4.11 à 4.14 [Liste non exhaustive].

OBSERVATION :

Par ailleurs, certaines fiches (annexes) sont absentes de la version électronique du POI qui a été transmise à l'inspection des installations classées ([Liste non exhaustive : 8.1, 8.2, 8.3, 8.4, 8.5]). alors que les versions papier du POI mises à disposition des acteurs de l'établissement comprennent bien ces fiches.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit intégrer dans son POI les fiches réflexe manquantes.

L'exploitant doit veiller à ce que tous les exemplaires de POI communiqués en interne comme en externe soient complets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]

Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à un exercice inopiné pendant les heures ouvrées permettant de tester les dispositions du POI (version juillet 2024) de l'exploitant. Le déroulement de l'exercice et les constats associés sont décrits en partie confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour son POI afin d'intégrer les remarques soulevées par l'inspection des installations classées (soulignées dans le constat en partie confidentielle), de remédier aux dysfonctionnements identifiés et de corriger les informations erronées ou manquantes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois